que le juge des référés ne peut prononcer que des mesures provisoires, le juge des référés du tribunal administratif de Cayenne rejeta la demande du requérant par une ordonnance du 7 février 2007. Le 22 mai 2007, le requérant saisit la Cour européenne des droits de l'homme sur le fondement de l'article 34 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En août 2007, le requérant revint en Guyane illégalement. Par un jugement du 18 octobre 2007, le tribunal administratif de Cayenne estima que le requérant remplissait les conditions prévues à l'article L. 511-4 2° du CESEDA et ne pouvait, dès lors, pas faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière. En conséquence, le tribunal administratif de Cayenne annula l'APRF litigieux et enjoignit au préfet de Guyane de réexaminer la situation du requérant au regard de son droit au séjour dans un délai de trois mois. Le 23 septembre 2009, une carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » fut délivrée au requérant. Celle-ci fut renouvelée plusieurs fois jusqu'en juin 2012.

Le 30 juin 2011, une chambre de la cinquième section rendit un arrêt par lequel elle déclarait la requête partiellement recevable et concluait, par quatre voix contre trois, qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 13 de la Convention combiné avec l'article 8. Le 27 septembre 2011, le requérant demanda le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre en vertu de l'article 43 de la Convention. Le 28 novembre 2011, le collège de la Grande Chambre fit droit à cette demande.

Sur l'invocation de l'article 13 de la Convention (droit au recours effectif) combiné à l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) : Le requérant soutient qu'il n'a pas pu bénéficier en droit français d'un recours effectif pour faire valoir le grief tiré d'une ingérence illégale dans son droit au respect de la vie privée et familiale en raison de la mesure d'éloignement vers le Brésil. L'article 13 de la Convention garantit l'existence en droit interne d'un recours permettant de se prévaloir des droits et libertés de la Convention tels qu'ils y sont consacrés. Le recours exigé par l'article 13 doit être effectif en pratique comme en droit (Kudla c. Pologne [GC], n° 30210/96). Toutefois, s'agissant de l'éloignement d'étrangers contesté sur la base d'une atteinte alléguée à la vie privée et familiale, l'effectivité ne requiert pas que les intéressés disposent d'un recours de plein droit suspensif. Il n'en demeure pas moins, estime la Cour, que lorsqu'il existe un grief défendable selon lequel une expulsion risque de porter atteinte au droit de l'étranger au respect de sa vie privée et familiale, l'article 13 combiné avec l'article 8 de la Convention exige que l'Etat fournisse à la personne concernée une possibilité effective de contester la décision d'expulsion, ou de refus d'un permis de séjour, et d'obtenir un examen suffisamment approfondi, et offrant des garanties procédurales adéquates, des questions pertinentes par une instance interne compétente fournissant des gages suffisants d'indépendance et d'impartialité.

La Cour relève tout d'abord que l'éloignement de l'intéressé a eu lieu moins de trente-six heures après son interpellation. La reconduite à la frontière a été prononcée par le préfet de Guyane au moyen d'un arrêté dont la Cour relève le caractère succinct et stéréotypé de la motivation. Par ailleurs, la Cour constate que le requérant était protégé de tout éloignement du territoire français par le droit national, notamment l'article L. 511-4 du CESEDA, et que les autorités françaises étaient en possession des éléments tendant à établir que l'éloignement de celui-ci n'était pas prévu par la loi et pouvait donc constituer une ingérence illégale, au sens de l'article 8 § 2 de la Convention. Enfin, si l'intéressé a pu saisir le tribunal administratif afin de contester la décision d'éloignement, la Cour considère que la brièveté du délai entre l'introduction du recours et l'éloignement a exclu toute possibilité pour le tribunal d'examiner sérieusement les circonstances et arguments juridiques qui militent pour ou contre la violation de l'article 8 de la Convention en cas de mise à exécution de la décision d'éloignement.

Par conséquent, la Cour estime que le requérant n'a pas disposé en pratique des recours effectifs lui permettant de faire valoir le bien-fondé du grief tiré de l'article 8 de la Convention alors que son éloignement était en cours. Elle conclut à la **violation de l'article 13 combiné avec l'article 8 de la Convention.**